

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE Cedex

Lille, le 24 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA

ZI des Prés-Roseaux
BP 13
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0269/24-SD/SL
Code AIOT : 0005101668

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 07/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA
- ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement ARKEMA (ex-CRAY VALLEY) à Villers-Saint-Paul a pour cœur de métier la production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/03/2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21/10/2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Chemours (Seveso Seuil Bas), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

La société IWT a en charge la gestion des eaux de l'ensemble de la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul en ce qui concerne l'alimentation et le traitement des eaux rejetées via notamment une STEP industrielle pour les eaux de process.

La société VSPU a en charge les utilités telles que les énergies dont la vapeur via des chaudières.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions contrôlées sont conformes. Il est à noter qu'en plus des prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, l'exploitant participe à une démarche de recherche élargie et d'analyses de PFAS sur la plate-forme de Villers Saint Paul.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
Constats : <p>Afin d'établir la liste des PFAS, l'exploitant précise qu'il a fait contrôler la composition des matières premières ainsi que les produits finis du site via le chef produit et le technicien chimiste. Ces derniers se sont également aidés des fiches de données de sécurité et des fiches techniques des produits.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant précise qu'il a été identifié que seuls les émulseurs utilisés pour les incendies (et essais) contiennent des PFAS sur le site.</p> <p>La société ARKEMA a contacté le fournisseur des émulseurs afin d'obtenir la liste des PFAS qui composent les produits concernés.</p> <p>Un rapport d'analyses des émulseurs a été communiqué à l'exploitant. L'ensemble de ces PFAS ont été analysés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant indique que les procédés du site de Villers Saint Paul ne produisent pas de PFAS par dégradation.</p> <p>L'exploitant a donc établi une liste de PFAS, selon ces informations. Cette liste est composée de 41 substances et de la méthode AOF.</p> <p>Elle intègre les PFAS proposés au sein du paragraphe deux de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS ainsi que la liste du paragraphe trois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Le site est équipé d'un seul point de rejet qui collecte les eaux de process ainsi que les eaux des rétentions associées aux différents stockages et des aires de dépotage. Ces dernières sont collectées par l'entreprise IWT qui gère les différents réseaux des eaux de la plate forme chimique de Villers Saint Paul. L'exploitant a créé un nouveau piquage sur cette unique tuyauterie afin de réaliser un prélèvement sur une période de 24 heures comme décrit au point de contrôle n°4. Concernant les eaux pluviales, le réseau de la plate-forme collecte les eaux de l'ensemble des sociétés présentes. Ces eaux convergent en un seul point de rejet dans l'Oise. Les prélèvements et analyses ont donc été réalisés par la société IWT gestionnaire de ces réseaux sur la plate forme chimique de Villers Saint Paul. Les campagnes de mesures dans le cadre de l'arrêté ministériel ont été réalisées sur les mois de septembre, octobre et novembre 2023. L'exploitant a également réalisé des analyses au mois de décembre 2023. La liste de PFAS que l'exploitant a analysés se compose de 38 substances en plus de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF). Il est à noter que l'exploitant réalise des campagnes de mesures complémentaires du fait de sa présence au sein d'une plate-forme chimique où a été identifiée une société productrice de PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés par la société Bureau Véritas pour les mois de septembre et octobre 2023. La personne en charge des prélèvements au sein de cette société est formée aux prélèvements d'eaux ponctuels (usées, pluviales, industrielles). Les prélèvements ont été réalisés par la société IWT pour les mois de novembre et décembre 2023. Les personnes en charge de relever ces échantillons ont été formées au prélèvement selon les prescriptions du paragraphe 3 de l'avis du 11/04/2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire AGROLAB (AL-West B.V.) pour l'ensemble des prélèvements. Le laboratoire AL-West B.V. (AGROLAB) est accrédité par la fondation néerlandaise d'accréditation. Cette dernière est reconnue par lettre du COFRAC référencée E/10/004/KVI/SRO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : L'exploitant a fait réaliser un prélèvement de 24 heures, conformément à la prescription, sur les 38 substances et la méthode indiciaire par AOF. Par ailleurs, le site ARKEMA à Villers Saint Paul fait l'objet d'un suivi des PFAS depuis juillet 2023 sur 46 substances. Les résultats de ces mesures dont les prélèvements sont réalisés proportionnellement au débit sur le mois sont comparables, en termes de flux, à ceux de la campagne de mesures sur les prélèvements de 24 heures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Le jour de l'inspection, par sondage, il a été contrôlé les limites de quantification (LQ) du rapport du mois d'octobre 2023 du laboratoire AGROLAB. Pour la méthode indiciaire par AOF la LQ est de 2 µg/l. Pour les autres substances la LQ est majoritairement de 20 ng/l et quelques substances présentes des LQ entre 10 et 50 ng/l sans jamais atteindre ou dépasser 100 ng/l.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Le jour de l'inspection, le contrôle de l'application GIDAF a été réalisé. Les résultats de la campagne de mesures des mois de septembre à novembre 2023 ont bien été enregistrés sous l'application. Le mois de décembre 2023 a également fait l'objet d'un enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suite